

# « Le spectacle de Trump brandissant une Bible devant une église incendiée a été vu comme la profanation de croyances à des fins narcissiques »

## **TRIBUNE**

**Mark D. W. Edington** évêque

Les images montrant le président Trump devant une église de Washington, le 1er juin, ont fait scandale aux États-Unis. Mark D. W. Edington, évêque de l'Église épiscopale à la cathédrale américaine de Paris, estime que son geste est un « affront ».

**Tribune.** Le lecteur français est peut-être resté perplexe, et on peut le comprendre, devant les images montrant le président Donald Trump qui brandissait gauchement une bible devant une église, non loin de la Maison Blanche. Et sans doute peine-t-il tout autant à comprendre le scandale formidable que la scène a suscité à travers tout le spectre politique américain.

Pour expliquer à la fois l'événement et les réactions, il faut revenir sur la place qu'occupent la religion et les communautés de croyants dans le débat public en France et aux États-Unis, deux pays pourtant proches dans leur conception des libertés individuelles.

La longue histoire de connivence entre l'Etat et une Eglise chrétienne particulière (l'Eglise catholique romaine) telle que l'a connue la France n'est pas du tout celle des Etats-Unis. A l'inverse, même, la fondation des Etats-Unis fut le fait d'individus qui voyaient leurs principes sur les questions de conscience entravés par une Eglise officielle soutenue par le pouvoir (l'Eglise anglicane), et qui rêvaient d'une nation qui permettrait à toutes les confessions de s'épanouir, sans qu'aucune ne fût privilégiée.

Ainsi, alors que les Etats-Unis comme la France garantissent la liberté religieuse dans leur Constitution, l'expression prend un sens très différent dans chacun des deux pays.

En France, les lois de 1901 et 1905 sur la laïcité instaurent entre les Eglises et l'Etat une séparation qui a clairement pour intention de protéger ce dernier de toute interférence, et même de toute influence, des institutions ou des communautés religieuses. Cette séparation à la française est si stricte que l'égalité de traitement de toutes les religions revient surtout, aux yeux d'un Américain, à les considérer toutes également suspectes. Elle revient *de facto* à refuser que les valeurs d'un citoyen, lorsqu'elles sont le produit des idées et principes d'une tradition religieuse donnée, puissent avoir un rôle légitime à jouer dans le débat ou les affaires publiques.

Aux États-Unis, la séparation entre religion et pouvoir a d'emblée été comprise tout autrement. En 1802, Thomas Jefferson (qui fut consulté par Lafayette pour la rédaction de la *Déclaration*

*des droits de l'homme et du citoyen*, et qui était en France lorsqu'il commença à travailler sur le « *Statut de l'Etat de Virginie sur la liberté religieuse* » [de 1786]) évoque, lui, un « *mur de séparation entre l'Eglise et l'Etat* » destiné avant tout à protéger les religions de l'ingérence de l'autorité publique.

En d'autres termes, le gouvernement fédéral aux Etats-Unis n'a aucun droit à restreindre l'exercice de la religion et ne doit aucunement favoriser une confession, quelle qu'elle soit, plus qu'une autre. Toutes les communautés de croyants bénéficient d'un seul et même avantage de la part de l'Etat, l'exemption fiscale ; pour tout le reste, elles jouissent d'une totale autonomie.

## **A des fins vaines et purement narcissiques**

C'est sans doute ce qui permet à des individus engagés dans la vie religieuse de participer de façon pleine et entière à la vie publique. Des Américains de toute confession, ou sans aucune, sont élus au Congrès. Ilhan Omar, représentante élue dans le Minnesota pour la ville [de Minneapolis] où George Floyd a été tué par un policier, est ainsi une musulmane pratiquante qui peut librement porter le hijab au Capitole.

Parce que les Américains ne voient pas la foi comme une pathologie et, pour une large part, considèrent les congrégations religieuses comme une force positive pour la société, tout responsable public qui manque de respect à une religion quelle qu'elle soit (ou à ses lieux de culte, ses textes saints, ses systèmes de croyances) commet une grave erreur. Mieux, les lieux de culte sont des sanctuaires pour les opprimés, les persécutés et les parias, et il s'agit là d'un principe cher aux Américains et à l'idée qu'ils se font des liens entre foi et civisme.

Personne, pas même ses plus fervents soutiens, ne peut dire que Donald Trump est assidu à l'église. Ses habitudes de vie ne peuvent en rien laisser penser qu'il prend très au sérieux les principes de la foi chrétienne en matière de conduite personnelle. C'est pourquoi le spectacle qu'il a offert, debout devant une église incendiée, à brandir une bible d'une main malhabile, comme il aurait pu le faire d'un accessoire sur le plateau d'une de ses émissions de télévision, a été vu, y compris par des non-chrétiens, comme celui d'un homme profanant à la fois les croyances et le sanctuaire d'une communauté de croyants, et ce à des fins vaines et purement narcissiques.

## **Culte de la personnalité**

Pis encore, comme la presse s'en est largement fait l'écho, des manifestants qui avaient trouvé refuge sous le portail de l'église en ont été chassés manu militari, à l'aide de gaz lacrymogènes et de grenades assourdissantes, dans le seul but de permettre au président de faire son cinéma. Il s'agit là, comme l'a déjà dit ma consœur Mariann Budde, évêque de Washington, d'une profanation pure et simple.

Il est encore tôt pour dire si ce énième affront, le dernier en date dans une longue série de la part de l'actuel locataire de la Maison Blanche, dessillera enfin les yeux fascinés des adorateurs de ce César moderne et du culte de la personnalité qu'il a instauré. Une chose est sûre, cependant : des

croyants de toutes confessions, partout aux États-Unis, et des incroyants, ont pleuré de rage devant cet acte manifestant le plus profond irrespect, pas seulement pour une Eglise en particulier, mais pour la place qu'occupent les communautés confessionnelles dans la vie politique et sociale des États-Unis. Cela aura un prix, sinon spirituel, au moins politique.

*(Traduit de l'anglais par Julie Marcot)*

**Mark D. W. Edington** est évêque de l'Eglise épiscopale à la cathédrale américaine de Paris

English Version

## **Why a Man With a Bible Outrages America**

Mark D. W. Edington

Readers in France might be understandably mystified at photographs of President Donald Trump standing in front of a church – directly across the street from the White House – clumsily holding up a bible. They might be equally confused at the tremendous outrage that has emerged from voices across the American political spectrum at this spectacle.

To explain both the event and the reaction requires an examination of how France and the United States – two nations with very similar national narratives about the rights of citizens – understand the place of religion, and communities of faith, in public conversation.

America knows nothing like France's long and complicated history of entanglement between one Christian church—the Roman Catholic church—and the power of the state. Indeed, America's founding was the initiative of people whose commitments on matters of conscience were prohibited by a state-sponsored national church – the Church of England – and who dreamed of a nation that would permit the flourishing of all faiths but the privileging of none.

Thus, while both the United States and France guarantee the freedom of religious conscience in their respective constitutions, that phrase means very different things in the two nations.

In France, the law of 1901 mandating laïcité creates a separation between church and state clearly intended to protect the state from any interference – or even any influence – of religious institutions or communities. So strict is this separation, from an American perspective, that it treats all religions equally by regarding them all as equally suspicious. It effectively denies the possibility that a citizen's values—if they have been shaped by the ideas and commitments of one's religious tradition—have any legitimate part in public affairs or conversation.

In the United States, the understanding of the separation between religion and government begins from a very different perspective. Writing in 1802, Thomas Jefferson—who while consulted with Lafayette on the drafting of the *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, and who while in France had drafted what would become the “Virginia Statute of Religious Freedom”—spoke of a “wall of eternal separation between church and state” that was chiefly intended to protect religions from the interference of the state authority.

This means that in the United States, the national government has no power whatsoever to restrict the exercise of religion, and may not favor one over others in any way. All faith communities receive one equal benefit from the government, because they are exempt from taxation; otherwise, they are autonomous of the state.

This perhaps explains how people of religious commitment are able to participate fully in public affairs. People of all faiths and none are elected representatives in Congress. Ilhan Omar, a member of Congress from Minnesota—who represents the city where George Floyd was killed by police—wears the hijab of an observant Muslim woman in the halls of Congress.

Because Americans do not regard religious belief as a pathology, and because there exists wide support among the American people for the importance of religious communities as a positive force in society, disrespecting any religion—whether its house of worship, its sacred scriptures, or its belief systems—is usually a profound error for a public official. What is more, the place of houses of worship as sanctuaries for the oppressed, the persecuted, and the hunted is a value deeply woven into the American understanding how belief and citizenship sometimes intersect.

Not even President Trump's most ardent supporters could claim that he is a man who attends church. On the basis of the pattern of his life, he shows no evidence of taking at all seriously the claims of Christian faith on personal conduct. And so the spectacle him standing in front of a burned church awkwardly holding a Bible—as though standing on the set of one of his television shows holding a prop—immediately appeared, even to non-Christians, as a man desecrating both the beliefs and the home of a community of faithful people for empty, self-aggrandizing purposes.

Far worse, as has now widely been reported, a group of protesters who had sought shelter and sanctuary on the portico of the church were violently removed by force—specifically the use of tear gas and stun grenades—for no reason other than to clear a path for the president to approach his movie stage. And that, as observed by my colleague Mariann Budde, the bishop of Washington D.C., was nothing short of a desecration.

It is too early to know whether this latest in a long series of outrages by the current occupant of the White House will finally be enough to awaken his enthralled supporters from their love of this American Caesar. But it is not too early to say that faithful people throughout the United States, of every belief and of no belief at all, have been brought to tears of rage by this act of profound disrespect—not only for a single church, but for the place of communities of faith in America's political and social culture. There will be a price to pay for that—if not spiritual, then political.

*Mark D. W. Edington is the bishop of the American Cathedral in Paris.*